

Brèves: Pierre Mendès France et le traité européen

Vendredi 13 Avril 2007

Né en 1907, Pierre Mendès France aurait eu 100 ans le 10 janvier et, le 18 octobre, il y aura vingt-cinq ans qu'il nous a quittés, laissant dans la mémoire des Français, le souvenir d'un homme politique hors du commun, agissant avec clarté et détermination, et insufflant de la morale dans la politique, laquelle hélas, en est le plus souvent totalement dépourvue !

Cette année 2007 ne sera pas l'année de commémoration de ces anniversaires, sauf pour quelques républicains qui gardent encore la nostalgie d'une courte période de sept mois et dix-sept jours, durant laquelle la France fut réellement gouvernée. Winston Churchill avait parfaitement traduit le sentiment de la majorité des citoyens de ce pays, en écrivant à Pierre Mendès France : « Votre vitalité et votre courage m'ont donné l'impression que la France est dirigée d'une façon que je n'avais plus connue depuis Clemenceau ! ». En cette année d'élection présidentielle, certains candidats pourraient être tentés de persuader les citoyens qu'ils sont les dignes héritiers de Pierre Mendès France, et comme lui, porteurs de la lucidité et de l'efficacité indispensables en politique. Il n'est donc pas inutile de leur rappeler qu'en 1957, PMF s'est opposé au traité de Rome, car il pensait qu'il fallait d'abord construire l'Europe politique avant de mettre en place l'Europe économique (l'inversion des facteurs n'est pas étrangère aux difficultés que nous connaissons actuellement). Treize ans plus tard, le Général de Gaulle partageait le même sentiment sur l'équivoque originelle de l'institution européenne, lui qui écrivait dans Mémoires d'Espoir : « ... est-elle destinée à réaliser la fusion totale des économies et des politiques respectives afin qu'elles disparaissent en une entité unique ayant son gouvernement, son parlement, ses lois, et qui régira à tous égards ses sujets, devenus des concitoyens au sein de la patrie artificielle qu'aura enfantée la cervelle des technocrates ! ».

Le rêve d'une Europe des états-nations, une Europe davantage confédérale que fédérale, est encore celui d'une majorité de Français, si l'on se souvient du résultat du référendum du 29 mai 2005 ! Est-ce parce qu'ils le savent, que les principaux candidats de la présidentielle (principaux d'après les sondages) restent aussi discrets sur l'Europe ?

GL

<http://www.le-groupe-republique.fr>

Le Groupe République!